



D'une défense de l'avant à l'ennemi de l'intérieur, quelles conséquences sur le rôle du soldat ?

Cahiers de la pensée mili-Terre

Le Chef d'escadrons Pierre-Yves GINOT

publié le 19/08/2019

L'Armée de Terre dans la société

«La continuité de la politique» pousse depuis toujours le soldat à s'interroger sur le rôle qu'on lui fait jouer. Car même si l'action militaire répond à des logiques spécifiques, la mission attribuée au soldat reste le prolongement d'une problématique politique. Les réflexions de chacun varient ainsi selon l'évidence ou la complexité du conflit, mais le chef en fait rarement l'économie car il assume une responsabilité singulière, celle de donner du sens à l'action. Or, si la menace d'une invasion met fin à bien des questionnements, l'emploi actuel des forces armées n'offre plus le même confort intellectuel et marque une nouvelle étape en termes de complexité.

D'une défense de l'avant à l'ennemi de l'intérieur, quelles conséquences sur le rôle du soldat?

«La continuité de la politique» pousse depuis toujours le soldat à s'interroger sur le rôle qu'on lui fait jouer. Car même si l'action militaire répond à des logiques spécifiques, la mission attribuée au soldat reste le prolongement d'une problématique politique. Les réflexions de chacun varient ainsi selon l'évidence ou la complexité du conflit, mais le chef en fait rarement l'économie car il assume une responsabilité singulière, celle de donner du sens à l'action. Or, si la menace d'une invasion met fin à bien des questionnements, l'emploi actuel des forces armées n'offre plus le même confort intellectuel et marque une nouvelle étape en termes de complexité.

Une loyauté historiquement avérée

Historiquement, le soldat français n'est pas seulement obéissant: il est aussi loyal. À l'image de nombreux historiens, le Maréchal Juin s'est ainsi attaché à le souligner dans

son ouvrage «Trois siècles d'obéissance militaire»[1]. Cette tradition constitue un précieux héritage, comme le souligne l'histoire mouvementée des États qui n'ont pu se prévaloir d'une telle loyauté. Néanmoins, il semble opportun de rappeler que si cette loyauté est un dû, elle n'est pas pour autant automatique. Car elle se nourrit d'éléments tels que la perception d'objectifs légitimes, une réelle compréhension des buts poursuivis, des modalités d'action cohérents avec les valeurs communes, des efforts équitablement partagés, une cohérence entre sollicitations et moyens alloués, un soutien aux acteurs de terrain, etc. Ainsi, un conflit conduit souvent chaque chef militaire à une réflexion sur ces questions, ce qui lui permet ensuite d'asseoir la loyauté de ses subordonnés. Or, la complexité actuelle des conflits impose de garder à l'esprit que cette loyauté ne va pas de soi.

Considérons nos Poilus. Quel que soit leur degré de compréhension des événements ayant mené au conflit, on imagine que la plupart des soldats de l'époque se sont initialement posé bien peu de questions face à l'envahisseur. Les frontières sont menacées: c'est la famille, c'est le village qu'il faut défendre. La situation est ensuite comparable durant la Guerre froide, où le soldat protège ce qui lui est cher de l'invasion ou de l'anéantissement. Les enjeux du conflit sont aisés à saisir car la menace possède une évidence matérielle et des aspects tangibles.

Les opérations extérieures, une situation déjà particulière

Bien avant la période contemporaine, l'armée a déjà régulièrement été employée comme outil de politique étrangère davantage que comme protectrice du sanctuaire national. Néanmoins, après des siècles de conquêtes militaires, la France a cessé progressivement de chercher à étendre son territoire. Le ministère de la Défense nationale remplace le ministère de la Guerre. Le soldat citoyen cède la place au citoyen soldat. La fin de la décolonisation le consacre soldat défenseur. Et c'est bien dans cet esprit qu'on l'engage et qu'il s'engage désormais. Le statut et le rôle qui lui sont dévolus affectent logiquement son état d'esprit et son rapport à la mission. D'autant que ce même état d'esprit fait l'objet d'une attention particulière des responsables politiques et des chefs militaires qui se montrent très soucieux des ressorts qui animent les cadres recrutés et soulignent fréquemment l'enjeu que représente pour le pays leur ouverture d'esprit.

En opération extérieure, le chef militaire est chargé de défendre à l'étranger l'intérêt national tel qu'il est défini par les sphères décisionnelles du moment. Que cet état de fait le pousse à s'interroger sur le sens de son action ne paraît donc pas incongru. C'est bien ce qui fait la différence entre l'obéissance et la soumission, entre le soldat et le mercenaire, entre le défenseur et le guerrier.

Ce sont les guerres de décolonisation qui donnent l'occasion de percevoir avec le plus d'acuité les questionnements qui peuvent animer les uns et les autres quant à la légitimité ou à l'opportunité de l'action. Ce n'est certes pas la première fois que l'armée

combat hors métropole. Mais l'interprétation de la doctrine Bugeaud ou la gestion par Gallieni du «fahavalisme»[2] semblent avoir suscité en leur temps assez peu de réactions. Des écrits de l'époque, il ressort qu'il ne s'agit pas vraiment d'un sujet. Ainsi, les désaccords d'un Général Dubern («Nous détruisons le pays que nous prétendons coloniser et civiliser») trouvent peu d'écho.

En revanche, les tribulations des lieutenants et capitaines engagés en Indochine sont aujourd'hui bien connues. De Jean Lartéguy à Pierre Schoendoerffer, les témoins privilégiés de ces tiraillements ont ainsi eu à cœur d'en faire partager la dramatique complexité. Hantés par les souvenirs des massacres des populations auxquelles ils avaient juré protection, les survivants d'Indochine qui combattent ensuite en Algérie mettent tout en œuvre pour éviter un nouvel abandon de ceux qui ont tout risqué sur la parole de la France.

Des dimensions nouvelles aux implications significatives

Sans doute, les soldats français n'ont plus eu à subir depuis de dilemme aussi douloureux. Néanmoins, chez ceux susceptibles de donner la mort et de la recevoir, la nature même des opérations dans lesquels ils sont engagés depuis n'a pas fait disparaître les questionnements. Quel est le sens réel de mon action, au-delà de ce qui en est dit? La légalité suffit-elle à rendre légitimes les objectifs qui me sont fixés? Comment expliquer le décalage entre ce que j'observe sur le terrain et la communication qu'en fait chaque partie prenante? Car «l'outil militaire» n'a rien d'inerte, quoi que sous-entende un tel vocable. Et le «recentrage sur le cœur de métier» ne rendra pas moins réfléchis les hommes et les femmes ainsi «recentrés».

Pour le chef, il n'est pas question de laisser transpirer ces questionnements vers le bas. Il s'agirait d'une faute contre l'esprit. Et vers le haut, les doutes s'arrêtent généralement au chef direct. De facto, le niveau de sollicitation des chefs et la discipline intellectuelle se prêtent mal à de tels échanges. Par ailleurs, les interrogations ouvertes restent rares tant que les responsables du moment se trouvent en poste, à quelques exceptions près. Avec la parution de «Pour qui meurt-on?»[3], nombre de militaires avaient ainsi vu l'écho du décalage qu'ils avaient observé en ex-Yougoslavie entre le terrain et les représentations qui en étaient faites. Un tel malaise fut à nouveau perceptible au Kosovo, les militaires laissant ceux[4] qui n'étaient pas tenus par le devoir de réserve exprimer ce décalage.

Pour autant, l'adieu aux armes et le temps qui passe libèrent régulièrement la parole, atténuant son caractère potentiellement polémique. Il est ainsi intéressant d'observer que les interrogations du jeune lieutenant perdu au milieu de la jungle ou des sables se perpétuent décennies après décennies, opérations après opérations. Le Colonel Goya évoque ainsi son engagement au Rwanda en 1992, racontant «qu'il se demandait tous les jours quels intérêts la France défendait dans ce pays». Les engagements les plus récents ne font pas exception à la règle, qu'il s'agisse des opérations réalisées ou de celles un temps envisagées. Si les échanges restent généralement cantonnés entre pairs, il apparaît cependant difficile de s'abstenir d'un jugement sur une mission dans laquelle

on s'est profondément investi durant des mois. Les «sachants» y verront un manque de sagesse, au regard de tout ce qui échappe au plus grand nombre. Mais c'est précisément ce qui évite au soldat de risquer sa vie et celle de ses hommes sur les seules lubies d'un petit nombre de personnes, si éclairées soient-elles.

«Des états d'âme?», s'agaceront, moqueurs, quelques fiers guerriers

Mais bien sûr! L'histoire nous montre avec suffisamment d'évidence à quel point l'absence d'états d'âme favorise les succès immédiats au détriment de victoires durables. C'est ce que rappelle le géopoliticien Dominique Moïsil^[6] lorsqu'il détaille les rancœurs belligères auxquelles nous faisons face aujourd'hui, suite à des conflits qui nous semblaient pourtant appartenir au passé.

Des états d'âme également parce que c'est précisément ce qui différencie la tête brûlée du soldat. Tant qu'ennemis, enjeux et buts de guerre sont évidents, la question ne se pose pas. Mais dans le contexte actuel, où la complexité prévaut et où nombre d'éléments apparaissent peu évidents, comment pourrait-il en être autrement? Le fait d'armer autre chose que des robots constitue l'un des garde-fous du fonctionnement démocratique. L'armée de Terre l'a parfaitement compris, qui s'attache à former ses cadres aux «états d'âme» par le biais de réflexions sur l'éthique et la déontologie.

D'autant qu'il n'est pas nécessaire de remonter bien loin dans l'histoire pour identifier des dysfonctionnements lourds de conséquences dans les processus décisionnels d'une démocratie. Dans son ouvrage sur l'engagement américain en Irak^[7], Thomas Ricks détaille notamment l'enchaînement dramatique de choix pour lesquels nombre de responsables n'ont rien voulu entendre et bien des subordonnés n'ont pas osé parler. Pour le seul conflit irakien, l'instrumentalisation des 3.000 morts du 11 septembre a entraîné la mort de 4.000 soldats américains et de centaines de milliers de civils. Or, l'étude très documentée de Thomas Ricks fait ressortir que ces milliers de victimes ont davantage payé le prix de manières d'être individuelles que de structures défaillantes. Et notamment de rivalités, d'absence de réelle compétence et d'orgueil intellectuel des élites politiques, administratives et militaires.

De ce fait, après des siècles d'autosatisfaction sur le fonctionnement de nos démocraties et d'oubli des prophéties de Tocqueville^[8], tant de sang versé pousse à la vigilance, sauf à s'imaginer ingénument être à l'abri de telles dérives. D'ailleurs, au regard de telles expériences, certains appellent régulièrement de leurs vœux une évolution de la grande muette vers un modèle dans lequel les nouvelles générations «oseraient» davantage s'exprimer. L'exemple venant du haut, cette génération risque de se faire attendre, la chasse aux rédacteurs du groupe Surcouf ou le sort réservé au Général Desportes ayant montré qu'une telle aspiration n'était pas unanimement partagée. Et si les appels à une pensée libre et originale sont récurrents, la réalité du fonctionnement quotidien semble avoir peu pris acte de l'abondante littérature portant sur le sujet. En l'occurrence, la contradiction reste un sport aux résultats aléatoires, quel que soit le souci de forme qui l'accompagne.

Par ailleurs, le bilan, pourtant largement consensuel, du conflit irakien n'a pas mis fin aux aventures militaires d'un pays qui n'a pourtant eu de cesse de promouvoir les valeurs démocratiques. Déjà, les méthodes du renseignement américain avaient conduit certains à se demander si les États-Unis n'avaient pas laissé leur âme dans leur guerre contre le terrorisme. Aujourd'hui, les frappes de drones dans des pays avec lesquels les États-Unis ne sont pas en guerre constituent une pratique à mi-chemin entre l'exécution extrajudiciaire et l'assassinat politique. Or, quelle que soit l'efficacité à court terme d'un tel mode d'action, celui-ci semble peu susceptible d'enrayer la spirale de la vengeance et crée un dangereux précédent. Quelle réaction possible le jour où un État plus puissant que le nôtre agira de la sorte sur notre territoire?

Le philosophe Michel Terestchenko observe ainsi que les menaces auxquelles nos sociétés font aujourd'hui face génèrent des dynamiques de transformation interne qui se traduisent par un affaiblissement du droit et des consciences[9]. L'adoption de «lois émotions» de nature orwelliennes et auxquelles le numérique confère une portée inédite, offre au militaire de nouveaux sujets de réflexion quant à l'articulation entre fins et moyens[10]. D'autant que ces changements peuvent parfois amener le soldat à se demander sur quoi fonder son action, à une époque où le mot «valeur» figure partout et où les grands mots sont sans cesse invoqués, mais où tant de questions éthiques n'ont jamais fait aussi peu consensus.

Des formes désormais très variées de conflictualité

En opération extérieure, les armées sont régulièrement engagées pour garantir «un environnement sûr et sécurisé». Sans ennemi désigné à qui imposer leur volonté, c'est-à-dire sans confrontation politique, ces missions revêtent le caractère d'opérations de police. Elles conduisent les militaires à devoir contrôler ceux qui contreviennent à la loi, ce qui constitue une mission permanente et donc potentiellement sans fin. Parallèlement, la paix à nos frontières ne peut occulter les nouvelles formes de violence qui travaillent nos sociétés de l'intérieur. Au point que les forces armées sont désormais impliquées dans les problématiques de sécurité intérieure. En France, la militarisation de l'action terroriste a conduit les sphères décisionnelles à engager les armées sur le territoire national. «La France est en guerre contre le terrorisme, le djihadisme et l'islamisme radical» déclarait le Premier ministre le 15 janvier 2015. Pour les forces armées, cet engagement s'est traduit par les opérations Barkhane, Chaman et Sentinelle. En termes de volume de forces, ce déploiement correspond à un conflit majeur au regard du Livre blanc. Or, notre pays n'est plus seulement la cible des attaquants, mais également leur berceau. De ce fait, l'adversaire du soldat n'est plus seulement un autre soldat. C'est aussi celui qui vient de l'école de la République, est né en France, est citoyen français, britannique ou scandinave.

Lutter contre une idéologie avec des FAMAS reste vain car éphémère

«On ne peut pas tuer l'idée à coups de canon, ni lui mettre les poucettes» clamait déjà Louise Michel. En effet, bien des conflits ont permis d'observer que la violence qu'on demande au militaire de contenir n'est que le symptôme de causes plus profondes. De ce fait, les origines sociétales de cette violence font rarement l'économie d'un décryptage qui en dépasse les tabous, seul moyen d'en tarir la source. L'analyse de ces phénomènes pose régulièrement des questions dérangementantes, car elle questionne le substrat même de nos sociétés et la validité des idées sur lesquelles elles se sont construites. Mais se contenter d'attendre du soldat qu'il en contienne les effets, voire catalyse sur lui les soubresauts, ne peut donner que des résultats éphémères. Prendre les symptômes pour le mal débouche invariablement sur «l'impuissance de la victoire»[11]. De ce fait, compte tenu des exigences dont on fait preuve envers lui, le militaire a besoin d'observer que les causes de cette violence font l'objet d'un consensus, ou a minima d'un débat constructif pour trouver du sens à son action et s'y impliquer pleinement

D'autant que le recours aux forces armées dans des situations qui nécessitent toujours plus de discernement semble loin d'être provisoire. Ainsi, pour le moment, la majorité des phénomènes de violence ne sont plus majoritairement d'origine étatique. La nature des producteurs de violence continue à évoluer, face à des armées qui restent davantage conçues pour faire face à une violence institutionnelle et structurée. Or, selon l'ONU, le système financier mondial a permis de blanchir près de 1.600 milliards de dollars en 2009[12], permettant à nombre d'acteurs privés de devenir plus puissants que les acteurs publics. L'exemple du Mexique, autre grand pays démocratique, illustre à quelles extrémités peut en arriver l'État dans le recours aux forces armées.

Ces différents éléments illustrent à quel point le métier du soldat se complexifie. Et combien ces évolutions requièrent chez lui discernement et réflexion pour toujours œuvrer dans le sens de l'intérêt général. Lucide sur les ressorts de nos démocraties, le citoyen soldat est familier d'une opinion publique volatile et parfois peu au fait des mécanismes de la conflictualité. Il la voit pousser à l'intervention militaire pour ensuite s'impatisser aussitôt. La fébrilité générale qui en découle conduit parfois à déployer les armées ultima ratio en réaction, pour «faire quelque chose». Ce qui risque alors de la réduire au rôle d'outil de communication, voire d'anxiolytique. Or, pour le soldat, l'absence de lisibilité des buts poursuivis s'accommode mal des exigences liées au métier des armes et des sujétions qui en découlent. Le statut général des militaires stipule explicitement l'obligation de loyauté. Mais, à l'étranger comme sur le sol national, l'existence d'une stratégie claire soutient tout à la fois les efforts demandés, les risques pris et la conscience des défenseurs. In fine, elle contribue donc directement à leur loyauté.

[1] Alphonse Juin, «Trois siècles d'obéissance militaire», Plon, 1964

[2] Mouvement de brigandage malgache de la fin du XIX^{ème} siècle amplifié par le refus de l'enrôlement dans les forces loyales aux autorités.

[3] Emmanuel de Richoufftz, «Pour qui meurt-on?», Broché, 1998

[4] Alice Krieg, «Regards sur les médias dans le conflit yougoslave», 2002

Jürgen Elsässer, «La RFA dans la guerre au Kosovo. Chronique d'une manipulation», Éditions l'Harmattan, 2002

Carla Del Ponte, «La chasse, moi et les criminels de guerre», Feltrinelli, 2008

[5] Radio France international, 8 août 2015

[6] Dominique Moïsi, «La géopolitique de l'émotion: Comment les cultures de peur, d'humiliation et d'espoir façonnent le monde», Flammarion, 2008

[7] Thomas E. Ricks, «Fiasco: the American Military Adventure in Iraq», Penguin Books, 2006

[8] Alexis de Tocqueville, «Quelle espèce de despotisme les démocraties ont à craindre», «De la démocratie en Amérique», chapitre IV, 6, 1842

[9] Michel Terestchenko, «L'ère des ténèbres», Broché, 2015

[10] Jean-Claude Cousseran, Philippe Hayez, «Renseigner les démocraties, renseigner en démocratie», Broché, 2015

[11] G. W. F. Hegel, «La Raison dans l'histoire», 1822

[12] United Nations Office on Drugs and Crime, Estimating illicit financial flows resulting from drug trafficking and other transnational organized crime, 2011, p.5

Saint-cyrien de la promotion du «Bicentenaire de Saint-Cyr» (1999-2002), le Chef d'escadrons Pierre-Yves GINOT a servi en escadron d'éclairage et d'investigation, comme instructeur à Saint-Cyr, puis au 3^{ème} régiment de hussards. Il est actuellement en scolarité post-École de guerre à l'ESCP Europe.

Titre : le Chef d'escadrons Pierre-Yves GINOT

Auteur(s) : le Chef d'escadrons Pierre-Yves GINOT

Date de parution 17/02/2018
